



Pétion-Ville, mercredi 2 mars 2022

COMMUNIQUE DE PRESSE No. 52

L'OCID fustige l'insouciance des acteurs face à l'insécurité et les exhorte à prévenir toute aventure susceptible d'engendrer une fausse couche électorale

L'*Observatoire Citoyen pour l'Institutionnalisation de la Démocratie* (OCID) annonce la publication en ligne (ocidhaiti.org), ce mercredi 2 mars 2022, du rapport global de sa dernière enquête nationale sur les préoccupations de la population haïtienne et ses opinions concernant la démocratie. Il en profite pour dénoncer vivement le manque de volonté politique manifeste des décideurs et acteurs politiques pour apporter des réponses idoines au cancer de l'insécurité civile qui enlève l'appétit et le sommeil à la population haïtienne depuis de longs mois. Pas moins de 62.2% de cette population identifient l'insécurité comme le plus grave problème du pays et, par conséquent, comme la première priorité pour les pouvoirs publics.

Cependant, l'OCID a pu observer que les interventions publiques en matière de lutte contre l'insécurité se limitent à des actions sporadiques des forces de l'ordre qui sont loin d'être à la mesure d'un fléau qui détruit à la fois l'économie nationale et la paix sociale. Par exemple, les données du programme de suivi de l'environnement politique et sécuritaire de l'OCID, pour la période du 15 septembre au 15 décembre 2021, font état de l'absence de la Police Nationale d'Haïti (PNH) dans 62% des 357 incidents enregistrés dans les dix départements du pays. En fait, les cas où une intervention de la PNH a été notée ne dépassaient pas la barre des 20%.

Parallèlement à la tragédie de l'insécurité, l'impasse politique et la velléité du pouvoir en place et de certains acteurs d'engager le pays dans une aventure électorale sans le consensus nécessaire et sans un cadre acceptable constituent une vraie épée de Damoclès sur la tête du peuple haïtien. En effet, dans le contexte actuel d'Haïti, la question électorale relève d'un véritable dilemme et devrait être considérée avec minutie et circonspection. Si d'une part, des consultations électorales sont attendues depuis plus de deux ans pour renouveler le personnel politique notamment au Parlement rendu dysfonctionnel depuis janvier 2020, d'autre part, 69.5% des citoyennes et des citoyens estiment que les conditions (surtout de sécurité) ne sont pas encore réunies pour la tenue d'élections. De plus, 76.6% d'entre eux affirment qu'ils sont peu satisfaits ou insatisfaits de la situation du droit de vote et 96% d'entre eux déclarent préférer qu'il n'y ait pas d'élections du tout au lieu d'en organiser qui ne soient pas crédibles.

Fort de ces constats et de l'histoire électorale tumultueuse du pays, l'OCID exhorte les décideurs et les acteurs politiques, aussi bien ceux qui détiennent les leviers du pouvoir



que les autres, à tout mettre en œuvre pour arriver à un véritable accord consacrant un consensus très large, seule garantie d'un processus électoral inclusif. L'Observatoire croit que toute démarche qui ferait l'économie d'un tel consensus engagerait le pays, de manière inconsidérée, dans une aventure dont l'issue ne sera autre qu'une fausse couche électorale ou une nouvelle tragédie politique aux conséquences aussi funestes qu'imprévisibles.

Pour finir, l'OCID voudrait lancer un ultime appel au réveil et à la vigilance à toutes les citoyennes et à tous les citoyens du pays, ceux et celles de l'intérieur comme les compatriotes vivant dans la diaspora. Lorsque les capitaines dépassés laissent voguer la barque nationale à la dérive, le salut du pays doit reposer sur l'ancre de ses forces vives.

L'*Observatoire Citoyen pour l'Institutionnalisation de la Démocratie* (OCID), consortium de la société civile formé de l'*Initiative de la Société Civile*, du *Centre Œcuménique de Droits Humains* et de *JURIMEDIA*, renouvelle son engagement à observer les processus politiques, selon une approche, objective, scientifique et non partisane, et à travailler à la consolidation de la démocratie en Haïti.

« Une démocratie pérenne par la vigilance citoyenne »

Pour le Comité de Pilotage de l'OCID :

Sylvie BAJEUX

Directrice exécutive du Centre Œcuménique des Droits Humains (CEDH)

Abdonel DOUDOU

Directeur exécutif de JURIMÉDIA

Rosny DESROCHES

Directeur exécutif de l'Initiative de la Société Civile (ISC)

Pour authentification: Rosny DESROCHES (34466167) et Abdonel DOUDOU (38790493).